



Ziglobitha,
Revue des Arts, Linguistique,
Littérature & Civilisations

Université Peleforo Gon Coulibaly - Korhogo

La «hidjra» entre mécanisme discursif et légitimation de la parole pour une prise de conscience politique, à l'aube du XXème siècle. Un évènement, des discours.

Abdelkader Salim EL HASSAR

Ecole supérieure de Management Tlemcen Algérie.

couleursandalouses@hotmail.com

Smain BENMANSOUR

Université Aboubekr BELKAID Tlemcen Algérie.

smainbenmansour@yahoo.fr

Résumé: La "hidjra" fut un instant déclencheur de l'évolution politique en Algérie au cours duquel le mouvement intellectuel et politique des "Jeunes Algériens" a commencé à prendre de l'importance en se frayant le chemin de la prise de parole. Deux courants vont ainsi dominer la scène faisant réagir en même temps les conservateurs et les jeunes évolués de la nouvelle dynamique culturelle et politique considérés comme modernistes, parmi d'une part, les hommes de foi (*foqaha-s*) conservateurs et, d'autre part, les élites émergentes de la génération des jeunes diplômés bilingues, avec leur double culture. Ce moment contestation-refus, un des principaux épisodes de l'histoire politique algérienne au début du XXe siècle, pointe déjà la naissance d'une nouvelle période à un moment où la population, dans son état général, était au stade du "néant humain" infligé aux Algériens. D'une réalité frustrante, cet épisode de l'histoire coloniale est, en effet, le début d'une forme de résistance-refus, à contour politique.

Mots-clés: Hidjra; discours; légitimation; Algérie; Jeunes Algériens;

The "hidjra" where the genesis of a political awareness at the dawn of the 20 century. An event, speechese. Discursive analytical reading.

Abstract : The "hidjra" was a trigger for political evolution in Algeria during which the intellectual and political movement of "Young Algerians" began to gain importance by clearing the path of speaking out. Two currents will thus dominate the scene making react at the same time the conservatives and the evolved young people of the new cultural and political dynamics considered as modernists the man of faith conservatives and, on the other part, the emerging elites of the generation of young bilingual graduate, of the intelligence of the time, with their dual culture. This moment of protest-refusal, one of the main episodes in algerian political history at the beginning of the 20th century, already points of the birth of a new period at a time when the population, in its general states was at the stage of "nothingness human" inflicted on algerians. Frustratingly, this episode in colonial history is the beginning of a form of resistance-refusal, with a political outline.

Keywords: Hidjra; discourse; legitimation; Algeria; Young Algerians;

Introduction:

A un moment où l'Algérie était entrée en pleine ère coloniale marquée par la fin de la lutte historique menée par le héros national l'émir Abdelkader et les chefs des insurrections populaires, la période succédant fut suivie d'une insupportable injustice. Après les dures épreuves, la lutte restait là présente par respect à la mémoire de ceux qui sont morts avant sur les différents champs de batailles. Refusant d'accepter sa condition d'humiliée, une bonne partie de la population se résigna à l'exil. C'est la "*hidjra*" provoquée par la conscription sans gages, en 1911. L'esprit guerrier des habitants se détendait cette fois-ci, sous une autre forme, avec les départs brutaux et massifs. Une population déjà au bord de l'épuisement frappée par une insupportable injustice et cela, après avoir mené une lutte aux côtés de l'émir Abdelkader, jusqu'à sa reddition, en 1847. Le climat d'insubordination généré par le mouvement d'exode allait créer une inquiétude parmi les colons, en même temps qu'il annonçait l'amorce des premières revendications de droit et des réformes politiques pour que cessent les injustices et les discriminations qui imposaient à la population algérienne d'une manière générale, le fragile équilibre d'une vie menacée.

La première réaction majeure du début du XXe siècle fut la "*Hidjra*" ou l'obligation religieuse d'émigrer d'un territoire d'infidélité qui a ébranlé la société tout en même temps réveillé les consciences, les malheurs et les angoisses du moment. L'exode des Algériens en Syrie, en Palestine et en Turquie allait faire réagir le système colonial. Il fut un instant enclencheur, au plus fort du fait accompli imposé par la colonisation. Ses exigences étaient surtout de l'ordre à la fois de la justice, du progrès et des droits de l'homme. Le discours politique de l'élite algérienne émergente à cette époque devenait au fur et à mesure audacieux et en pleine invention. Placée sous une stricte surveillance, son courant pacifique défrayera le système colonial sur le front des valeurs historiquement portées par la France républicaine, dont les libertés et les droits de l'homme.

C'est à ce moment précis que nous consacrons cette recherche faisant apparaître le mouvement de l'élite algérienne dans sa jeunesse et sa fierté. Les "*Jeunes Algériens*", mouvement de l'élite allégrement sauté dans nos manuels scolaires, fut un moment particulièrement riche de l'histoire contemporaine de l'Algérie alors qu'il est une étape charnière située entre les insurrections populaires et l'heure de la revendication indépendantiste. Toute notre recherche s'articulera autour de ce mouvement et les facteurs déclencheurs en relation avec la Hijra de 1911 donnant libre cours à une floraison de discours, souvent à connotation politique engagée, implicite compte tenu du contexte de la colonisation, affirmant ainsi, l'Algérien dans ses aspirations au droit et à la justice. Mais que va être réellement la réaction de cette intelligentsia "*Jeune*

Algérien''? Autrement dit, sur quelle base la naissance du dire politique algérien va s'entamer et donner les jalons à une véritable prise de conscience nationale? Voilà, en somme, la problématique à laquelle nous tenterons de répondre à la lumière d'une analyse discursive articulée sur les éléments du contexte et les facteurs déterminants de son expression engageante. Notre approche se veut historisante compte tenu de la nature du sujet et de la nécessité d'une contextualisation afin de relever la mouvance générale et la portée à la fois de l'évènement et des discours qui s'en découlent. Ce sujet n'aura fait l'objet que de rares et incomplets travaux d'études et ce travail a justement pour vocation de combler en partie cette lacune dans notre pays où l'enseignement des vérités historiques n'est pas encore toujours possible. Ce moment de renouveau de l'élite sera d'une grande vitalité en impulsant une nouvelle dynamique sociopolitique dans un pays où la liberté était encore totalement contrôlée. D'autant nous comprendrons notre passé nous réussirons mieux dans l'édification de l'avenir.

Nous pensons à titre d'hypothèse que le combat politique des "Jeunes" constitue, dès le début du XX^{ème} siècle, est un pari engagé au tournant de deux espaces - temps - avant et après conquête - à un moment où l'Algérie était entrée pleinement dans l'ère coloniale après l'échec de la lutte menée par le héros national l'émir Abdelkader et les chefs des insurrections populaires. Quelle est la portée politique du mouvement de la "hidjra" de 1911 et que sait-on de l'œuvre inaugurée par les Jeunes Algériens en dehors de ce qu'en ont rapporté jusqu'à aujourd'hui les historiens? N'ont-ils pas tout simplement continué à rejoindre les arguments par lesquels tout le monde parmi les hommes politiques français a cherché à maintenir la colonisation ? Autant de questions nous permettant au mieux d'articuler notre recherche autour de la problématique centrale dégagée plus haut. Le contexte des évènements est élaboré et traité ici comme élément de réponse à une succession "d'évènements discursifs" impliqué de facto par un espace/temps indissociable et saillant dans la compréhension de la portée et la nature des "comportements discursifs".

Les évènements qui ont émaillé le cours de l'histoire de l'Algérie sont utiles à comprendre pour une lecture complète du mouvement permanent de la libération. Dans ce travail de recherche sur un sujet sur lequel les historiens n'apportent encore rien à nos connaissances, la ville de Tlemcen est prise sous ses aspects culturels, historiques et contemporains comme terrain de jeu pour expliquer ce mouvement de la nouvelle jeunesse patriotique algérienne et cela, en l'insérant dans un cadre politique global, à savoir le monde musulman sous domination. Dans ce contexte, on ne pouvait aussi faire l'économie d'une vision maghrébine. Nous avons le choix de traiter de cet épisode sous l'angle de l'histoire de la ville de Tlemcen choisie comme microcosme étant une des villes

citadines ou le mouvement "Jeune-musulman" a connu un réel élan vital donnant le pouls de la situation à leur époque.

L'histoire entre 1900 et 1920, c'est un peu ce qu'on peut appeler la mémoire d'une amnésie. De quelle identité il s'agit quand le pays est écrasé, bouleversé? Le problème posé est quelle alternative choisir ? Autant d'interrogations qui nous incitent à pousser davantage la réflexion que nous tentons de faire autour de cet épisode de notre histoire. Nous pensons vivement, comme hypothèse de recherche, que les Jeunes Algériens complices, pleins de détermination, vont faire le choix du dialogue, dans un intérêt de revendication des droits. Devant un état de besoin, ils amorceront un autre processus de lutte, celui de jouer le pari inverse. Il serait là un phénomène périodique, le temps seulement d'une plus grande mobilisation, avant l'exigence nationale. Leur combat serait à la fois une pensée et un langage, mais aussi un combat pour le progrès, une étape inaugurale de cette quête de modernité par l'acquisition des savoirs et un défi possible, lancé pour toujours, à un certain traditionalisme.

Dans cette réflexion, à l'aide d'une analyse discursive adaptée aux besoins d'une approche historisante, nous comptons notre contribution est ainsi mettre en lumière cet épisode phare de notre histoire la "Hidjra" de 1911 et la nature du combat politique mené par les intellectuels algériens de la première génération de l'occupation coloniale française en Algérie et ce, à l'orée du XXe siècle sous la férule du mouvement "Jeunes Algériens". Le phénomène politico-culturel des élites modernistes justifie un intérêt d'étude en tant que phase cruciale sous l'occupation, à un moment où le régime colonial était à son paroxysme. Ce moment est en effet considéré comme une étape culturelle et idéologique de lutte avant le nationalisme et sa métamorphose vers la Révolution. Il est celui marqué par l'entrée en scène des "Jeunes Algériens" qui, privilégiant la politique, cherchaient à faire sortir les Algériens de leur condition d'indigènes au moment où Jules Ferry prônait encore "la mission civilisatrice" de la France alors que l'auteur de la légende des siècles, Victor Hugo, persistait à penser que, l'Algérie était le fameux "Grenier à grain" des romains.

1. La "hidjra" ou l'exil des Algériens vers la Syrie, la Palestine, la Turquie: Des perspectives d'inquiétudes et d'excitation.

A un moment où l'Algérie était entrée en pleine ère coloniale marquée par la fin de la lutte historique menée par le peuple algérien sous la férule de son chef national l'émir Abdelkader et les chefs des insurrections populaires, le mouvement de l'exode apparut, à un moment où rien n'était fait pour acheter la paix, comme un acte de désobéissance civile et populaire, demeure un évènement majeur, un épisode-clé situé dans une période charnière de l'histoire de la lutte

en Algérie, à l'aune du XXe siècle. Ce moment rappelant par certains aspects l'inquisition qui a provoqué le départ d'Espagne des juifs et musulmans au moment de la Reconquista de 1492, constitue une date importante marquant le début d'une phase nouvelle, celle-ci, faisant réagir le peuple dénonçant la politique coloniale de la France.

A l'aube du siècle passe, l'épisode de la "*hidjra*" ou l'émigration des Algériens au Moyen-orient a pris, plus qu'ailleurs en Algérie, une importance particulière à Tlemcen. Ces départs avaient, sous d'autres motivations aussi, provoqués d'autres exils départs successifs et cela, dès le début de la pénétration française. Certes, bien avant, des mouvements de mécontentement furent motifs auparavant, à plusieurs exodes. En 1891, la population protestait solennellement contre le projet de service militaire, en montrant qu'il faisait fi à la citoyenneté. En 1908, "*Les notables envoient une protestation, en septembre 1908, accompagnée de 17 pages de signatures très serrées où ils annonçaient leur intention de quitter l'Algérie plutôt que de devoir supporter la conscription*" (Meynier, G. 1980: 88).

Le dernier grand acte de la "*hidjra*" s'est joué certes, en 1911. Il fut la conséquence du prêche prononcé par le muphti de la grande mosquée, Djelloul Chalabi. Lors de ce dernier prêche, il déclarait ouvertement s'opposer au service militaire, rendant en même temps licite l'exode, "*le pays étant devenu, selon ses convictions religieuses, une terre d'infidélité*" (Messali, H. 1983: 98). Ce sermon sera suivi par un vaste mouvement de mécontentement traduisant par la, le manque de reconnaissance, de la part de la population. Messali Hadj, alors âgé de quatorze ans, était parmi les fidèles qui ont assisté un vendredi au prêche à l'origine d'émeutes. La ville, qui grondait, contaminait également d'autres sites. Des dizaines de familles s'en iront quittant définitivement leur pays sans espoir de retour. Quelques-unes d'entre elles y retourneront deux, trois années après n'ayant pu résister aux dures conditions de vie qui les attendaient. Ce fut cas entre autres du maître de la musique andalouse Ghaouti Dib dont un de ses fils n'était autre que le père de l'écrivain algérien Mohamed Dib.

L'appel à la "*hidjra*" rencontra non seulement un appui, mais également des oppositions de la part d'autres dignitaires religieux embarrassés par la consultation (fatwa) rendue par le muphti dont celle de Cheikh Larbi Tchouar. Ce dernier appelant au repli sur soi refusait carrément l'abandon du pays. Il fut, de ce fait, porté sur lui un jugement sévère, souvent plein d'insinuations, témoigne Messali Hadj dans ses mémoires.

Le mot d'ordre de la "*hidjra*" était déjà dans l'air bien avant le prêche du muphti puisque quelques jours auparavant Cheikh Yellès Chaouche quitta sa ville natale accompagné de vingt-cinq fidèles dans la voie mystique (târiqa). Le mouvement des départs fut suivi entre autres aussi par le caïd de la localité de

Chouly Lakhdar Méziane et son fils Mohamed la veille d'une campagne de vaccination qu'il se devait lui-même d'organiser dans sa région. Le soufi Larbi Tchouar, affilié à la zaouïya des "*Derqawa*", y voyait dans l'appel à la "*hidjra*", une décision hâtive, dure de conséquences pour l'avenir du pays. En dehors des mobilisations forcées et des enrôlements volontaires, les levées obligatoires appelèrent, malgré tout, un nombre très peu limité de jeunes gens qui n'acceptèrent pas de servir dans l'armée coloniale.

L'exode des Algériens vers les pays du levant, notamment la Syrie, la Palestine, la Syrie, avait suscité une série de questionnements de la part de l'administration coloniale qui jugeait là un mouvement de désespoir suscité par l'ardeur de chefs religieux enfin, de quelques éléments vaniteux de l'élite. Dans le journal "*le Temps*", un article du 6 décembre 1912, soulève la question de l'exode, attribuant ses effets "*au panislamisme en action dans le monde musulman*" (El hassar, B. 2013:98). Les rapports nombreux sur la question relevaient déjà, une mobilisation en 1908 lorsque, le 21 décembre, après la prière du vendredi, des notables de Tlemcen au nombre de 300 avaient manifesté leur opposition à l'appel sous l'uniforme, des Algériens. La même année, Si M'hamed Ben Rahal déposait auprès de la commission ministérielle instituée à l'effet de mettre au point le décret portant sur la conscription, un rapport dans lequel, il écrit, dans le journal al-Hak d'Oran: "*L'administration française n'a pas le droit d'imposer une loi qui ne tienne pas compte des sentiments de la majorité de la population musulmane*". (El hassar, B. 2013 :99). Une année plus tard, en 1909, le politicien Bénali Fekar proposait au gouvernement, la réalisation des revendications pour : "*...une plus forte représentation des Algériens au conseil de la colonisation pour la défense de leurs intérêts politiques, sociaux et économiques, l'admission des Algériens aux emplois publics et l'augmentation de leurs responsabilités civiles et politiques*". (Meynier, G. 1980 :166). Enfin, le cadi Aboubekr Choai'b déclarait, en 1910, que "*la France ne peut obliger les Algériens de devoirs sans leur accorder des droits équitables*" (Meynier, G. 1980 :169). Sur cet évènement, l'historien Gylbert Meynier écrit que l'exode était à considérer comme "*réflexe de survie*" et que "*l'émigration est le signe que les autres moyens de lutte sont impraticables*" (Gylbert Mynier. p. 232).

L'exemple de la "*hidjra*" est frappant. En refusant la conscription pour leurs enfants, des dizaines de familles vont connaître l'exil et souvent l'errance à travers les pays musulmans, en Orient. Cet exode sera le plus important évènement de la lutte politique du peuple après la longue période des insurrections populaires et le combat de dix années, de l'émir Abdelkader, laissant à jamais le souvenir de batailles victorieuses, à: Sikkak, Oued Zitoun, Ouchba, M'samda, Sidi Brahim, etc. Les habitants de cette ville avaient continué longtemps à rappeler, avec fort orgueil, les récits de ces batailles mais aussi, les

superbes déploiements d'armées, à "al-malaâb", sous l'émir. Dans le contexte de l'histoire mouvementée, l'émigration était, devant l'impasse politique, l'expression d'un ultime combat qui traduit la grande instabilité dans laquelle était plongée encore le pays, quatre-vingt années après sa colonisation. Son impact est resté localement limité aux vieilles cités. C'était, en effet, l'une des dernières et plus importantes réactions populaires à l'épreuve de la colonisation, au début du XXe siècle.

Le chemin de l'exil était en effet une grande aventure pour les familles et leurs enfants insoumis. Ayant tout abandonné: leurs terres, leurs commerces, etc., cet exil faisant courir un grand risque de précarité aux familles livrées à elles-mêmes, à leur destination. Bon nombre d'émigrés transitaient par la zaouia de Cheikh al-Habri des Bani Znassen (Maroc) où il leur était procuré des mulets et des guides pour les conduire à Capo de Agua en passant par Mèlilla et les îles Zaffarines, occupées rappelons-le, en 1848 par l'Espagne, Tétouan et, enfin, Tanger, avant de s'embarquer pour la Syrie, via le port d'Alexandrie. L'appel à l'exil fut un moment très important de mobilisation, intervenant tout juste après la fin des insurrections populaires. Il est la conséquence même de la conquête. Pour motif, les Algériens, refoulés dans leur propre patrie, n'acceptaient pas de voir leurs enfants servir de réservoir d'hommes aux colons qui ont mis la main sur les richesses de leur pays. La chanson populaire, intitulée "Sidi Boumédiène, c'est Toi que je viens voir", un lamento anonyme, montre à quel point la "hidjra" a pu hanter l'esprit des femmes exilées en Syrie, ou en Turquie. Cette chanson à caractère historique fait partie aujourd'hui du patrimoine de la littérature orale de résistance avec d'autres, conservées encore sous forme de poèmes écrits, transmis à travers les générations.

Les candidats à l'exil étaient légions et, devant la situation confuse il n'était pas aisé d'arrêter un bilan, alors qu'au même moment les colons étaient convaincus d'un complot panislamique. Le choc de la "Hidjra" faisait figure d'un évènement exceptionnel de désobéissance civile populaire, conséquence à l'enrôlement militaire d'office qui a suscité les motivations militantes chez les jeunes ce qui dessinait déjà leur éveil à la conscience nationale. Demeurer ou rester devenait un choix difficile. L'évènement rappelant par certains aspects l'inquisition qui provoqua lors de la Reconquista, en 1492, le départ massif d'Espagne des juifs et des musulmans était considéré par les Jeunes de la nouvelle élite comme une habile mystification du discours politique par les religieux face à leur impuissance devant un pays devenu colonisé poussant des centaines de familles algériennes à l'exil. Le futur nationaliste Messali Hadj fut marqué par le spectacle des manifestations organisées par la population contre la conscription. Au sujet de la "Hidjra" en tant qu'acte d'insoumission, voilà ce

qu'écrit Messali Hadj, dans ses mémoires: *"Pendant les premiers mois de 1921, un certain nombre de familles qui avaient émigré en 1910-1911 étaient revenues à Tlemcen. Ces gens étaient surveillés par la police, mais cela ne les empêchait pas de parler beaucoup du charme de l'Orient"*. (Messali, H. 1983: 112). Il explique par ailleurs: *"Nos parents étaient persuadés, en effet, que le redressement de l'empire ottoman entraînerait la libération de tout le Maghreb"*. (Messali, H. 1983:113). Le malheur, l'injustice expliquent les violentes aspirations de la *"Hidjra"* que l'état colonial était impuissant à maîtriser y voyant là une perte de main d'œuvre; c'est ce que démontrent d'ailleurs, le recours fait aux professeurs arabisants proches du milieu algérien pour apporter leur lumière sur la question.

A la fin de l'été 1908, les premières levées par enrôlement volontaire ou par voie de mobilisation forcée furent auparavant tentées plusieurs fois avant cette *"hidjra"* qui fut, sans doute, un temps religieux et politique important dans l'histoire de ce pays. Jeunes, vieux, femmes et enfants, candidats à l'exil, accompagneront leurs familles. Cédant rapidement leurs biens ils abandonnèrent le pays par vagues successives laissant derrière eux, des quartiers entiers, vidés de leurs habitants. Sur le chemin de l'exil nombreux mourront sans eau et sans provisions dans les cales des navires qui les embarquèrent de Tanger et de Capo de Agua au large de Nador (Maroc) vers la Syrie ou la Turquie, pays envers lesquels les habitants sentaient des affinités. A Istanbul, le comité d'accueil des émigrés était présidé par Mohamed Meziane, fils du caïd, qui occupait avant son exil familial en Turquie le poste de répétiteur à la médersa de Tlemcen. Ce dernier sera signataire, en 1919, avec des personnalités de l'avant - garde maghrébine le juriste tunisien Mohamed Bach Hamba et Biraz al-Djazaïri, de la pétition adressée au président américain Wilson et aux membres de l'alliance réunis à Paris à la fin de la première guerre, dans laquelle ils demandaient l'autodétermination des peuples de l'Afrique du Nord. Envoyé par l'état ottoman Mohamed Méziane avait aussi participé, en 1917, au congrès des peuples sous domination coloniale qui s'était tenu à Berlin où il fut soulevé, pour la première fois, la question des droits des peuples colonisés en Afrique du Nord. Avec le choc de la *"hidjra"* se dessinent déjà les premiers enjeux du nationalisme. En tant que phénomène politico-culturel nouveau circonscrit dans les vieilles cités, à un moment crucial de la colonisation, la conscription a constitué une étape de lutte avant le mouvement national enfin, sa métamorphose, vers la révolution.

La France militaire accusera le journaliste jeune algérien, le publiciste, Sadek Denden, fondateur du journal *"L'Islam"*, en 1909, et Bénali Fekar, docteur en droit, professeur, respectivement de passage et en congé à Tlemcen de certaines réactions de la population contre le service militaire obligatoire, les accusant de vouloir, en s'exprimant sur la *"Hidjra"*, de *"jeter de l'huile sur le feu"*

(El hassar, B. 2013:106). A propos du code de l'indigénat, considéré parmi les causes de la "Hidjra", Bénali Fékar écrit: "...Si les européens et les israélites naturalisés collectivement en 1870 reçoivent le bénéfice des libertés démocratiques, les Algériens eux, en dépit de leur qualité de français se voient appliquer une législation pénale spéciale: c'est le fameux code de l'indigénat." (El hassar, B. 2013 :110). Dans le discours de Bénali Fekar, il y a cette conscience absolue du retard en même temps que cette volonté de reconquérir le temps perdu pour se mettre au diapason des pays avancés. Libéralisme, réformisme et intégration, des maîtres-mots qui vont établir les marges de jeu de sa pensée moderne. Bien sûr qu'il fera face, de son temps, à certaines résistances idéologiques. En s'appuyant sur une interprétation large du Coran, il s'impose par sa compétence intellectuelle en s'attachant surtout à démontrer qu'il n'y a point de rupture entre le modernisme et l'Islam.

Après de longues années d'exil, certaines familles choisirent d'y retourner et les autorités coloniales qui se doutaient de leur influence sur leurs compatriotes, les soumettaient à surveillance, avec en permanence des contrôles de situation. Dans un article intitulé "L'exode des indigènes de Tlemcen", du 06 décembre 1911, George Sabatier écrivait dans le journal de Tlemcen, le *Courrier*: "...La liste de ceux qui ont déserté Tlemcen a été dressée, elle contient 508 noms... Elle ne comprend que les noms d'origine turque notamment ceux de familles de koulouglis qui, indique-t-il, depuis l'occupation française, n'ont cessé d'occuper des emplois dans nos administrations et d'obtenir de celles-ci à des faveurs... Les tlemceniens ont émigré sans esprit de retour... Les aliénations immobilières on atteint le nombre de 172..." (El hassar, B. 2013:114). Dans cet article l'auteur attribue les origines de l'exode à l'influence de la Turquie: "...L'évènement des Jeunes Turcs, si riche de promesse à ses débuts, écrit-il, a rajeuni leurs souvenirs, ravivé leurs sympathies et leurs espérances" (El hassar, B. 2013:118). De l'exploitation politique de l'évènement, les colons parleront, pour leur part, de complot turc quand certains publicistes accordaient eux aussi, à l'évènement un caractère de révolte du, à un ras le bol. Dans de nombreux articles, Bénali Fekar entrevoyait déjà, le phénomène, en parlant de "*perspectives d'inquiétudes et d'excitations*", pouvant intervenir au sein de la société musulmane en Algérie. Demeurer ou partir restait en effet un choix difficile à faire pour une bonne partie de la population déchirée.

Toujours est-il la "hidjra" fut un évènement exceptionnel, par le grand nombre des candidats qui sont partis, généralement en familles. L'évènement fut savamment exploité par des les Jeunes Algériens dont nombreux y ont trouvé là, un moyen d'entrée en politique. Les journaux "Jeunes Algériens", voyant le jour entre 1904 et 1912 : Rachidi, l'Islam, El hak el ouahrani, etc., traitèrent de ce sujet majeur qui a alerté l'opinion des Algériens.

Du fait de ce combat pour la renaissance le mouvement des "Jeunes Algériens" a constitué une phase charnière, au tournant de la lutte politique pour l'indépendance du pays. L'histoire de l'Algérie a besoin d'une écriture de toutes les phases qui ont façonné son âme et sa personnalité culturelle et politique sédimentant son histoire et, pour cela, elle doit se libérer de ses chaînes. Le mouvement des "Jeunes Algériens" mérite d'une étude de façon encore plus profonde. Il est un mouvement de transition qui a marqué le passage de la résistance - refus à un mode nouveau de combat politique cette fois-ci, compatible avec les enjeux pour l'acquisition de droits, de libertés, et d'instruction face au leurre de la civilisation promise... Cette phase fait partie de l'expérience du passé de l'Algérie contemporaine. Le combat de la jeune élite nouvelle était porteur d'un message de paix, de rapprochement dans l'effort d'instaurer le droit sans lequel il ne pouvait y avoir un avenir imaginable.

2. La "hidjra" et l'émergence du dire politique.

Ce moment de reprise historique avec ses différentes réactions dans la société a aidé le phénomène nationaliste à s'enraciner dans les vieilles cités, des terrains actifs à son éclosion. Ce climat d'effervescence sociale, politiquement matinal, avivé par la question de l'occupation du Maroc, coïncidait en 1911, avec l'émigration d'une grande partie de la population, vers notamment la Syrie, sous le motif de la conscription, de peur pour les parents de voir leurs enfants servir les rangs, aux fins de la conquête française du Maroc. A ce moment aussi, le Maroc venait à peine de faire l'objet d'un troc typique de l'âge colonial avec l'Allemagne en échange d'une portion du Congo laissant ce pays à la France qui y établit sa mise sous tutelle, en 1912.

A l'épreuve de l'exode, les habitants ont manifesté leur refus d'être enrôlés comme des esclaves en échange de quelques pièces de "dourous", disait-on, au lieu de leur ouvrir l'égalité des droits. Ils n'avaient d'autres choix que celui de quitter le pays avant le décret établissant la conscription des indigènes, présenté par le ministre des colonies, puis ministre de la guerre Adolphe Messimy et, enfin, adopté, le 3 février 1912. Dans le contexte de la colonisation rien d'étonnant de voir une partie de la population choisir l'exil. L'agitation des départs provoquée par le contexte d'insoumission des jeunes conscrits était devenue de plus en plus menaçante déjà, avant 1911, année au cours de laquelle des dizaines de familles choisirent un exil sans retour, en Syrie, en Turquie et en Palestine. L'évènement provoqué par la "Hidjra" favorisa un contexte de rébellion, qui a beaucoup influencé l'environnement politique en Algérie. Des hommes de l'élite vont alors accompagner ce mouvement indépendant qui a favorisé un processus historique nouveau. Dans leur action ils en appelleront à des réformes dans un

autre rapport, celui de l'évolution en proposant une grille de lecture de la modernité, d'un nouvel âge. L'élite naissante ayant accédé à la culture européenne, à l'aube du XXe s, a marqué ainsi, un sursaut, dans le contexte historique de la colonisation française. Elle s'est servie du prisme « des Lumières » mais aussi, de toute la liturgie républicaine française pour défendre des positions allant dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des Algériens réduits au sort de sujets.

Ce moment décliné de l'histoire contemporaine du pays est fondateur d'une autre forme de résistance, entraînant un vaste mouvement de l'opinion avec un nouveau champ de vision des problèmes de libération, avant la revendication nationale. La question de l'exode était certes, provoquée par le projet encore dans l'air pour la conscription des Algériens. L'évènement sera catalyseur puisqu'il allait impliquer la nouvelle génération de l'élite qui, avec ses premières revendications de droits, coïncidait avec l'émergence du dire politique. Ce moment allait appartenir de fait à l'histoire de la lutte politique en Algérie, une lutte sourde, qui porte un nom la résistance, a fait le terreau à cette mobilisation d'une ampleur particulière en Algérie. Le temps politico-religieux de l'exode eut l'effet d'un grand choc. En effet, les candidats à l'exil abandonnaient le pays par vagues successives, cédant du jour au lendemain leurs biens. Sur le chemin de l'exil, nombreux moururent sans eau et sans provisions dans les cales de navires de marchandises. Ils devaient choisir entre l'enrôlement ou l'exil vers les pays musulmans du proche orient notamment en Syrie.

L'évènement aller faire coïncider avec l'émergence du dire politique préfigurant la naissance du mouvement nationaliste. Devant une situation difficile plombée par les colons, les habitants n'entrevoyaient d'autre forme de résister ou de s'exprimer, que de s'exiler. Les droits ne leur étant pas reconnus, ils étaient soumis à la juridiction spéciale qui a suscité toutes sortes de rancœurs parmi les habitants, rendant inéluctable une situation une lutte sourde qui fait le terreau à une mobilisation qui n'attend pas longtemps à s'affirmer avant les premières revendications d'indépendance. Le sentiment nationaliste était alors là, pour prendre le relais, et, stimuler le départ d'une nouvelle stratégie de libération, politique cette fois-ci. Après les échecs militaires, le contexte de la lutte politique était ainsi ravivé par la "*hidjra*".

Cette politique était certes, générée par le code de l'indigénat promulgué en 1881, infligeant aux Algériens, confinés déjà dans la marge, un sort humiliant. Après une longue guerre aux côtés de l'émir Abdelkader la vieille cité offrait certes, l'aspect d'une ville sinistrée et les habitants ne pouvaient rester passifs figés dans leur angoisse de l'avenir. La société musulmane avait l'esprit focalisé, à ce moment, par les grands problèmes posés par l'Europe et ses visées voire

l'annexion de la Bosnie Herzégovine, les guerres balkaniques, les protectorats français et espagnols au Maroc, la guerre italo-turque en Tripolitaine...et aussi, par les succès des Jeunes - Turcs qui revitalisaient le moral des Musulmans. C'est alors, la "*hidjra*" ou l'exode provoquée par le projet encore dans l'air pour l'enrôlement militaires des Algériens. Nous rappellerons en effet, que le décret du député, devenu ministre de la guerre, Adolphe Messimy, établissant la conscription pour les indigènes fut promulgué le 3 février 1912. D'une réalité frustrante cet épisode de l'histoire coloniale est, en effet, le début d'une forme de résistance-refus, à contour politique.

Ce moment historique fut aussi catalyseur à la naissance de la première intelligentsia moderniste identifiée pour la première fois, par Jules Ferry, sous le nom de "Jeunes-Algériens". Sous l'inspiration des Jeunes-Turcs (parti politique national révolutionnaire et réformiste en Turquie), le corps composé par la nouvelle élite va tenter pour la première fois de proposer des solutions politiques bien qu'incertaines encore face, à l'intransigeance des colons. Imbus de culture à la fois arabe et occidentale, ces jeunes de pensée moderne et, de par la modernité qu'ils souhaitaient incarner, étaient surtout préoccupés d'école et d'éducation. Ils justifiaient le mérite d'une réflexion critique allant au cœur des facteurs qui ont contraint le pays à sa colonisation, estimant, par ailleurs, que l'alternative était le savoir et les sciences comme moyens de lutter contre l'obscurantisme, le fatalisme. Rêvant d'une Algérie des Lumières, ils misaient à long terme, sur un projet humain d'évolution et par là, de libération du pays.

Pour les Jeunes Algériens ou Jeunes fez (en référence à leur coiffe rouge) de l'élite engagée en faveur de l'idéal de reprise, le combat revêtait l'aspect d'une réaction face d'une part, à la colonisation et ses blocages et, d'autre part, au conservatisme imposé à la société encore traumatisée et sous le choc, par les chefs religieux et la vieille tradition de la notabilité, maintenant leur autorité morale sur la population. Regardant vers l'avenir, ils avaient pour idéal essentiel, celui de trouver une issue pour faire face à la politique indigène de la France. Par son engagement, la jeune élite ira ainsi provoquer de nouveaux comportements en s'adaptant aux nouvelles exigences imposées par l'évolution politique interne et le progrès du monde moderne. Dans le milieu bouillonnant de la société, elle sera ainsi mêlée à de nombreux évènements de mobilisation dont, la "*hidjra*", en 1911, évènement qui, dans également d'autres centres de départ, a ébranlé le paysage de l'Algérie, forgeant une nouvelle conscience. Le climat social et politique induit par ce mouvement de sédition eut un effet certain sur la prise de conscience de nombreux jeunes dont Messali Hadj (1898-1974), futur leader nationaliste algérien et figure de proue du mouvement indépendantiste au Maghreb. A peine âgé de 14 ans, il était déjà en état de conscience pour "*se précipiter, à la grande*

mosquée et assister au prêche prononcé ,le jour de prière du vendredi, par Djelloul Chalabi, nommé muphti (prédicant né en 1890, mort en 1917)qui a rendu, ce jour-là, licite l'exode des Algériens'', le pays étant devenu, selon ses observances religieuses, ''une terre d'infidélité'' (Messali, H. 1983:156).

C'est dans ce climat d'incertitudes que les premières réactions de l'élite se manifestèrent provoquant la réaction attendue des témoins d'une mentalité séculaire pris encore dans une sorte de ghetto mental et qui n'avaient d'autres propositions que de renforcer la connaissance du dogme à travers une lecture qui était la leur, selon leurs convictions religieuses. Le climat général était partagé entre l'effervescence autour de l'activité des zouias-écoles dont les maîtres restaient en majorité, plongés dans un profond mutisme et le mouvement impérieux, celui des Jeunes Algériens avides d'agir, afin de bousculer les coutumes et délivrer la société traditionnelle des attitudes passives.

Sur cette tranche contemporaine de l'histoire de l'Algérie, l'historien Ch. R. Ageron écrivait dans son livre *"Les Algériens musulmans et la France"* disait: *"Tlemcen faisait à cette date figure de capitale religieuse de l'Algérie et le besoin de réformes qui tourmentait la nouvelle génération y prenait très naturellement une forme religieuse ou philosophique"* (Ageron, Ch, R. 1968:256). Les problèmes des droits politiques et civiques, le droit au savoir, l'instruction de la femme, constituent les thèmes majeurs du discours des intellectuels devenus hommes politiques déclinés par l'administration coloniale, comme appartenant à la mouvance des Jeunes Turcs, symboliques de la Jeune Turquie. Ce mouvement de transition va ainsi forger dans son idéologie, les premiers éléments d'une opinion éclairée revendiquant, l'égalité sociale, les droits et les libertés avec en perspective, une société basée sur des rapports plus humains et favorable à l'émergence d'une société, nettement plus ouverte avec cette geste moderne qu'ils vont exprimer à leur façon, par des attitudes, des mots et des idées.

A propos de cette mouvance, l'orientaliste Jules Rouanet notait dans un article paru dans *"Dépêche algérienne"* du 11 août 1913, *"Les jeunes algériens cultivaient l'idée nationaliste comme un dogme"* (El hassar, B. 2013:177). Ce mouvement existait certes à travers l'agitation dont il manifestait l'effet dans la réalité, c'est ce que dit d'ailleurs l'historien Gylbert Meynier en notant: *"Il existe en 1901 à Tlemcen un parti de civilisation et de progrès"* (Meynier, G. 1980: 217). Pour mieux appréhender la similitude du combat des « eunes Maghrébins », il est intéressant, de reprendre la définition des Les Jeunes Tunisiens, que donne l'auteure tunisienne Hafsia Nazli, dans son livre sur les pionniers tunisiens du combat, pour la modernité: *"Mouvement réformateur et laïc, porte-parole des indigènes face au protectorat français. Il naît grâce à un petit groupe autour de Abdeljelil*

Zaouche et Ali Bach Hamba, inspiré de Kheireddine Pacha et Béchir Sfar. *Le mouvement gagne l'appui des Tunisiens de formation française*". (Nazli, H. 2008: 165).

Les premières forces de refus en se manifestant contre la conscription ont entraîné, en même temps, un mouvement de l'esprit qui prit de l'ampleur. Ch. R. Ageron écrit: "C'est en 1901, à propos d'une grande enquête sur l'avenir de l'Islam que deux jeunes arabisants français, Doutté et Marçais, firent connaître au public l'apparition en Algérie d'un mouvement de Jeunes Musulmans instruits qu'ils désignèrent comme un parti "Jeune-Turc" (Ageron, Ch, R. 1968 : 188).

Les "Jeunes Algériens" firent de l'obligation militaire le corollaire des droits et des libertés et pour cela, ce projet allait aussi diviser la classe politique française en ce sens que, pour certains, "la conscription était dangereuse" en ce qu'elle "armerait les Algériens" et pour d'autres, en ce qu'elle poserait implicitement "la question de la citoyenneté". Dans son article intitulé "La représentation des Musulmans algériens et la France" apprécié "comme un modèle de synthèse des problèmes algériens" (Meynier, G. 1980 : 188), le journaliste Bénali Fekar considérait, loin de la position des "foqaha (s)" que "la population n'avait rien à voir avec la laïcité dont ils (les foqaha-s) ont une difficulté à comprendre le sens et que cette question à trait un contentieux historique de la France avec la religion dans son pays" (Fekar, B. 1911 : 22). Les interventions du jeune juriste et politologue Bénali Fekar sont très utiles à l'analyse pour éclairer l'atmosphère politique créé par l'appel au boycott de la conscription. "L'intransigeance des Arabes demeurait entière et l'hostilité sourde qu'on nourrissait contre le conquérant étant d'autant plus vive à ce moment". (Fekar, B. 1905: 8).

3. Les "Jeunes Algériens": Le sursaut de vitalité politique.

Le nouveau climat, créé dès le XX^{ème} siècle avec l'entrée en lice des premiers intellectuels algériens de la génération de l'occupation, est celui d'une société civile au milieu de laquelle émergèrent de nombreuses personnalités jouant un rôle dans la prise de conscience. Les premiers instituteurs au contact avec la société française et imbus de leur culture seront les plus en vue à la tête de ce mouvement des "Nawadis" ou cercles qui, sous le couvert de littérature, de musique et plus largement désignés culturelles se poursuivait un but politique. Les cercles qui ont essaimé partout dès 1910 à travers toute l'Algérie ont énormément favorisé le passage à une société politisée.

Le leader nationaliste algérien Messali Hadj sera nettement influencé par ce climat d'effervescence intellectuelle et politique créé par l'entrée en lice, au début du 20^{ème} siècle, des évolués. C'est d'ailleurs, avec beaucoup d'émotion et de respect qu'il citera dans ses mémoires les noms des personnalités connus, appartenant au mouvement les Jeunes Algériens et à qui, il reprochait de n'avoir

pas «*oser élever la voix*» faisant allusion à Si M'hamed Ben Rahal, Taleb Abdeslam, Abdeslam Aboubekr, etc., qu'il coudoyait souvent, sur la place publique. Le mouvement des jeunes Algériens à Tlemcen était parfaitement au courant des prises de positions de chacun d'eux et cela, à propos de : la conscription, l'octroi des droits politiques, l'instruction, etc. Nous noterons que ce courant de la jeunesse cultivée et motivée ira, entre les deux guerres, prendre diverses tonalités politiques: nationaliste, progressiste, islahite, etc.

L'infime noyau des Jeunes Algériens s'inscrit dans la continuité du mouvement panarabe et c'est pour cela qu'il mérite une recherche et une lecture nouvelle. Il est un moment de transition, un passage de la résistance-refus à un mode nouveau de combat, la résistance-dialogue, celui - ci compatible avec des enjeux qu'imposent une évolution rendue inéluctable. Pour les "Jeunes Algériens" fréquentant l'école française, il était incompréhensible que les droits de l'homme soient bafoués par ceux -là qui, dans leur histoire, les ont proclamés. C'est là, une brève mais riche expérience, menée par l'élite modérée, formée à l'école franco-arabe jetant les premiers jalons de la lutte politique pour l'affirmation des droits du peuple algérien à sa reconnaissance et au respect de son identité et de sa dignité. Une séquence renvoyant à une réalité historique algérienne, et sur laquelle les historiens n'ont tiré aucune conclusion. Autant dire que le sujet concernant les Jeunes Algériens est resté toujours intact, résistant à des clichés enfin, à des lieux communs hérités de la colonisation.

En tentant de casser les frontières qui séparaient les deux sociétés arabe et française, ces évolués ont ouvert les portes pour le dialogue, acceptant l'entente. Ils se sont imposés comme une force politique, créant une attitude nouvelle. Ils étaient porteurs d'un message de paix et de rapprochement, considérant qu'il n'y a de paix ni d'avenir imaginable que dans l'effort d'instaurer le droit et la justice. La filiation avec l'Occident de ces jeunes évolués profondément humiliés par le titre d'indigènes est celle de l'école coloniale qui les a imprégnés, des grands principes universels. La priorité était tout d'abord pour ces "Dandys" de la nouvelle école républicaine, de mettre à nu le caractère inhumain des lois d'exception prévues par le code de l'indigénat promulgué en 1881. On conçoit alors aisément que leur dire politique était de démontrer l'ineptie des lois républicaines appliquées aux Algériens, en contradiction avec les principes de la Révolution de 1789, sur les droits de l'homme.

Le sujet par ailleurs, concernant les "Jeunes Algériens" a toute son actualité aujourd'hui, en Algérie. Phagocytée par ses marges et ses frontières, l'analyse du sujet permet aujourd'hui de restituer la lecture d'une des pages intéressantes de l'histoire contemporaine de ce pays. Pour résister à la colonisation, il fallait des hommes avec un savoir concomitant ; des hommes pour

régler les problèmes les plus élémentaires du vivre-ensemble à la lumière de la situation nouvelle. Issus de l'appareil intellectuel de la France coloniale, les premières élites vont ainsi contribuer à établir des ponts et, à construire un large pan de la pensée algérienne moderne critique ayant le souci de l'acte pour trouver des solutions. Leur nouvelle culture sera celle de l'engagement. Cependant la question est aussi de savoir si cette élite, dans ses catégories intellectuelles et politiques occidentales, a pu résoudre les problèmes posés par la colonisation en Algérie? Issue des grandes facultés de France mais peu nombreuse le secret de la politique de la première élite, pendant la colonisation, est là. Dans le monde musulman sous domination la science, la civilisation est exaltée partout comme voie incontournable de libération.

Evoquant le sursaut de vitalité politique créée à Tlemcen sous la férule du mouvement "Jeunes Algériens", de rénovation, l'orientaliste islamisant et ancien directeur de la médersa de Tlemcen, William Marçais (1876-1962), signalait, dans des rapports différents établis à la demande du gouverneur général, *"l'existence à Tlemcen d'un parti du progrès et de la civilisation"* dont le courant était porté vers *"un effort de rénovation islamique factice et limité à quelques rares musulmans"* (Marçais, W. 1920: 155). Conseillant la prudence, le professeur Doutté (1867-1926), professeur à la médersa officielle, proposait dans un autre rapport *"...de ne pas cristalliser les tendances encore vagues de ce mouvement et cela, afin d'éviter la formation d'un parti dangereux et brouillon s'égayant dans les chimères du panislamisme et poursuivant les rêves stériles de la revanche nationale"* (Doutté, E. 1910: 89). Le directeur William Marçais, un orientaliste connu pour ses nombreux travaux sur l'Islam, second directeur civil de la médersa précisait que *"ce parti du progrès et de la civilisation"* était *"composé de modernistes nationalistes et ambitieux, parce que préoccupés à mettre en harmonie le Coran et les sciences modernes"* (Marçais, W. 1920:89). Il recommandera, lui aussi, aux autorités coloniales de *"diriger discrètement ce mouvement par l'intermédiaire de sociétés d'anciens élèves de la médersa"* (Marçais, W. 1920 : 133). Dans un article publié en 1910 au journal le Temps, Bénali Fekar justifie l'existence de ce courant, sur fond des idées propagées par *"Le courant panislamiste rêvant d'un Islam universel, vivant et actif, ramené aux premières sources et dégagé des additions qu'y a apporté le cours des siècles"* (Fekar, B. 1911 : 6).

Les jeunes éveilleurs de conscience, les conservateurs gardiens de la foi, les réformistes appelant à l'orthodoxie des preux ancêtres dessinent, à force de traits particuliers, le paysage sociopolitique et culturel en Algérie, au début du 20^{ème} siècle. Tlemcen offrait un microcosme particulier à d'étude de ce mouvement politico- culturel avec toutes les couches agissantes de sa société. Le maillage associatif qu'il a impulsé est dans une démarche organisatrice. Il a offert

la possibilité aux jeunes de l'élite de s'impliquer dans l'espace public et, en s'imposant, de conquérir l'acte de la parole et du dire politique.

En expérimentant le dire politique, ces évolués acquis aux idées héritées de la révolution française, ont ainsi bouleversé les comportements et les conduites traditionnelles, jetant en même temps les germes intéressants d'une mobilisation et d'une prise de conscience, au milieu de la société citadine, où ils ont fini par avoir pignon. Au début du 20^{ième} siècle, l'élite algérienne allait prendre conscience des autres moyens de résistance. Politique et culture étaient à leurs yeux inséparables pour transformer l'immobilisme de la société. A propos de culture, certains évolués la voudront moins passéiste et nostalgique, d'autres plus moderne pour être plus conforme avec le contexte idéologique, en rupture avec la colonisation.

Au début du XX^e siècle, les forces de renouveau dans le monde musulman s'inscrivaient dans un vaste mouvement d'idées pour une approche plus réaliste des facteurs de décadence et de progrès en vue de l'évolution moderne du monde musulman. C'est pourquoi l'étude du mouvement des Jeunes cristallisé par l'attitude des évolués parmi l'élite au début du XX^e siècle nous paraît intéressant dans la phase qu'a traversée l'Algérie et le monde musulman, d'une manière générale. L'espace intellectuel mobilisé au début de la colonisation sous la pulsion des évolués allait carrément se libérer et s'ouvrir au monde et partager ses aspirations de progrès, de liberté qui comptent aujourd'hui parmi les vertus cardinales de la démocratie. Des leçons constructives peuvent être tirées aujourd'hui de cette tendance, sans toujours transgresser aux dispositions du Livre-Saint.

Le progrès appelé à leurs vœux pour leur pays passe par l'instruction, la mobilisation des élites, la prise de parole, l'esprit et la réflexion avec pour objectif: atteindre le cap du progrès et de la civilisation enfin, la modernité. La modernité de l'Algérie est aussi pour eux, ces retrouvailles avec un passé avec toutes ses strates de civilisations vivantes et universelles notamment la civilisation arabo-musulmane du temps de Bagdad et Cordoue et qu'ils révèrent pour toujours, comme un modèle de culture, et de science. *'D'ici longtemps, peut-être, nous sommes tributaires et par suite réduits à un rôle purement passif vis-à-vis des peuples occidentaux. C'est là, précisément, qu'apparaît toute la grandeur de la tâche des éducateurs modernes'* (Fekar, B. 1911: 6). Cette culture ne pouvait exister qu'en présence de conditions vivantes favorisant un esprit libre. Sous-alimentée après plusieurs siècles de léthargie cette culture avait besoin d'être régénérée et d'ajouter, par ailleurs: *"En travaillant pour la restauration de l'Islam libéral, tolérant et rationaliste des belles époques de Bagdad et de Cordoue, ils assureront à l'une des*

parties les plus considérables de l'humanité, un avenir digne de son glorieux passé" (Fekar, B. 1911: 8).

Ces Jeunes incarnaient le renouveau de l'esprit contre toute soumission et fanatisme. La nouvelle Algérie était ainsi, née à ce moment crucial. Le noyau de militants d'avant-garde était très actif dans le mouvement national, jusqu'à la libération. Pris dans le mouvement d'idées avec une aptitude intellectuelle à la critique, les "Jeunes Algériens" étaient dans un état d'hostilité à l'égard des "Fqaha(s)" défendant leurs positions corsetées dans une interprétation littéraliste, ne voulant point rompre avec leurs idées, d'un "Islam rigide", "un Islam faussé par une interprétation étroite incompatible avec le progrès et l'évolution" et qu'il "faut débarrasser des bandelettes dont l'ont enserré les docteurs au zèle intempéré" (Fekar, B. 1911: 23). Les circonstances historiques ont conditionné cette nouvelle culture politique et religieuse.

Les causes de ses crises sont profondes et différentes. Au plan politique, la négation de la pluralité, avec cette notion totalisante, voire totalitaire de l'unité est à l'origine de la crise de la démocratie et de l'idée de progrès. Au plan religieux, c'est la tendance littéraliste à n'accepter d'autres interprétations qui est à l'origine à cette crise d'ouverture de la croyance à la raison et de l'humanisme. Bénali Fekar ne sera pas particulièrement opposé à la notion libérale de laïcité mais expliquera être, un processus engagé en France, pour sa liberté et son progrès et ce, en réaction à l'Eglise cléricale et ses chaînes. Il serait absurde de parler laïcité dans un pays sous domination défendant son identité alors que les libertés et l'égalité ne sont pas encore garantis. L'enjeu à cette époque était de donner un contenu politique reconnaissant tout d'abord l'identité religieuse du pays l'appelant ensuite à la tolérance à l'égard des autres religions. Jules Ferry qui a institué l'école obligatoire en brisant le monopole de l'Eglise sur l'enseignement primaire continuait par contre, à manifester ses sentiments forts à l'égard de la colonisation. La constitution énonçait que "La France est une république laïque de tradition chrétienne". Cette notion était aux yeux de l'élite intellectuelle algérienne de grande confusion autant les lois et les principes ne sont pas applicables d'une manière similaire pour tout le monde.

En première ligne du combat pour la modernité, la position de Bénali fekar, ce libéral moderniste, nous permet d'analyser un curieux nœud historique de la pensée musulmane et la question laïque, en matière de respect de diversités des cultures, des langues, des croyances, de l'harmonie entre raison et théologie et des héritages venus d'ailleurs, d'autres civilisations. Les orthodoxies politiques et religieuses, sont à l'origine de cette dénégation du pluralisme contenu dans le message coranique, d'où aussi le caractère insaisissable accordé encore à cette

notion. Bénali Fekar séparait les doctes et les hommes politiques, chacun dans sa sphère de compétence.

Aujourd'hui, face à plus d'exigence en matière de démocratie, le clivage entre légistes détenteurs de l'autorité morale et pouvoir politique se pose de la même manière qu'il y a plus d'un siècle, en Occident. Pour comprendre le processus démocratique et l'appliquer dans le monde musulman en tant qu'élément indispensable de modernité, il faut plus de compréhension et une analyse critique autant les questions soulevées à l'époque et qui gardent encore toutes leurs pertinences. A la pointe du combat moderne les évolués s'étaient, dans une sorte de réaction, engagés à lutter contre les causes freinant l'évolution du monde musulman. C'est en s'attaquant à la réalité du présent qu'ils ont par leurs propres moyens, stimulé les comportements progressifs. Concernant la foi, en tant que facteur à la fois de culture et d'identité, leur discours était favorable à un Islam régénéré dans ses principes universels.

Les droits politiques, humains, l'instruction étaient pour les jeunes intellectuels un objectif à conquérir de même que le droit à l'identité. Sans donner l'escalade et forcer les étapes ils soulignaient la nécessité des réformes politiques donnant accès aux droits. Le génie de cette élite résidait dans sa capacité d'adaptation pour parler d'avenir. Dans son livre sur l'usure Bénali Fekar exprime ainsi, ses sentiments sur l'antagonisme latent, existant : *"La suprématie de la race conquérante, maintenue, fortifiée, encouragée, devait tôt ou tard lui assurer une victoire facile et peut-être non définitive"* (Fekar, B. 1905:6). L'élite ne pouvait ne pas déplorer une décision aussi inhumaine que celle du code de l'indigénat, avec son train de mesures répressives. Les problèmes-paradigmes et concepts étaient formulés par l'élite, en tenant compte bien sûr, de l'environnement socioculturel différent.

Conclusion:

La *"hidjra"* fut un instant déclencheur de l'évolution politique en Algérie au cours duquel le mouvement intellectuel et politique a commencé à prendre de l'importance en se frayant le chemin de la prise de parole. Ce moment contestation-refus, un des principaux épisodes de l'histoire politique algérienne au début du XXe siècle, pointe déjà la naissance d'une nouvelle période à un moment où la population, dans son état général, était au stade du désespoir, incapable de s'exprimer, et cela, en raison de la politique du *"néant humain"*, de délégitimation infligée aux Algériens *"cette race autochtone ou que nous considérons comme telle, jusqu'à nouvel ordre"* (Meynier, G. 1980:126).

Le rôle des premières générations des Jeunes de la nouvelle intelligentsia algérienne est un sujet de réflexion autant, aussi, il est un moment clé à la lecture

du phénomène politique global en Algérie voire de son dynamisme chronologique, depuis l'occupation coloniale, passant et l'apparition de l'Etat national sous l'impulsion de l'Emir Abdelkader ibn Mahieddine. Cette conceptualisation de l'expression politique nationale, dans ses différents courants, a soif encore de vérité alors qu'elle est d'une lecture indispensable pour mieux appréhender ce passé.

Couvert du voile de l'oubli, cet épisode grandement politique mais réduit par l'histoire dans sa version officielle éclaire d'une lumière neuve le premier demi-siècle du passé de l'Algérie à la veille du nouveau siècle. Il nous explique comment l'élite nouvelle algérienne allait tenter de coexister dans son statut dans le milieu de la société coloniale. Elle nous permet aussi de mieux comprendre du front qu'elle allait créer envers les colons, le duel qui a opposé aussi, à cette époque, les conservateurs et les intellectuels aux idées progressistes sur de nombreux sujets de société brûlante bousculant les status - quos. Notre but est ainsi de reconstruire cette mémoire moderne largement peu connue, marquée par l'émergence des premières élites dans ce monde des marges dessiné par l'occupant. Ce moment crucial a certes, signé l'acte de naissance du courant historique "Jeune" qui fait partie de l'histoire du peuple algérien pour sa liberté. Conséquence de la vie politique, il est partie prenante de la phase structurante du nationalisme naissant à cette époque. Cette période fut celle du début des premières prises de parole politique, parole entrée au fil du temps dans la généalogie de la formation des mots "modernité", "liberté", "identité", etc., imposant la rupture. En Algérie, l'on ressent ce besoin de retour à la "vraie mémoire", multipliant les points de vue critiques, et cela, dans le but de donner une impulsion nouvelle à la recherche historique.

Le mouvement de l'élite moderniste, les "Jeunes Algériens", restitué dans son contexte, est venu, à l'autre bout du siècle, prendre le relais du combat mené avant eux, par les "Vieux-Turbans", repliés sur un traditionalisme de résistance, contre tout rapprochement. Œuvrer pour le progrès de la société dénonçant les injustices, en exigeant des droits, était un coup d'audace, égal à un acte de patriotisme. C'était là une avancée décisive sur le chemin de la liberté. Si M'hamed Ben Rahal dont le combat politique a participé à une première forme de prise de conscience, a ouvert la voie aux premières revendications sur "*l'Islam et la langue arabe comme enracinement identitaire et le savoir comme ouverture à la modernité*" (Grandguillaume, G. 1976: 98). Ce combat devait surmonter d'extrêmes obstacles psychologiques, politiques pour libérer la parole et décoloniser le langage. Pour ce dernier qui passait pour un sage, la démarche envers le progrès était de trouver au cœur de la tradition l'inspiration de la modernité. Bénali Fekar la modernité était un choix qui met au devant

l'intégration des "Lumières", accentuée en faveur de l'Europe et du modèle occidental dont la Renaissance profita du vaste champ des idées et des savoirs, héritage de la civilisation arabe.

Au plan politique les "Jeunes Algériens" vont adopter une position intermédiaire modulée entre acquisition des droits et le dialogue avec des concepts aux frontières mal définies dont la vision et la lecture resteront "insaisissables", en raison de l'état de tension entre les deux sociétés, l'une dominée, l'autre dominante. Leur pensée féconde va s'édifier en plein ciel avec des lignes de "Lumières" pour créer plus de conscience au tournant du siècle passé. Ils constituent une première tendance du nationalisme algérien. Leur rôle en tant que Jeunesse algérienne motivée a marqué fut un moment de réaction, de prise de conscience et de parole qui s'expliquait par la croissante rivalité sur le terrain des deux éléments présents sur le terrain, Algériens et colons. Cette classe des "Effendi(s)" formés à la double école arabe et française d'un petit cercle qui, dans cet élan, va jouer le rôle de levain. Viendra ensuite, le mouvement national qui lui, est un mouvement d'opposition face à la crise, exité par les échecs des "Jeunes Algériens" qui ont tenté mais en vain, d'ouvrir la voie au dialogue et au rapprochement.

Dans toute l'histoire de l'Algérie, ce courant n'aura fait l'objet que de rares et incomplets travaux d'études empreints souvent de présupposés qui en ont terni l'importance alors qu'il aura été une phase au cœur de la lutte politique pour l'émancipation du pays mettant l'accent, du point de vue religieux, "sur la puissance d'assimilation de l'Islam" (Fekar, B. 1905 :12) L'intérêt suscité aujourd'hui pour son étude aide une meilleure compréhension des facteurs qui ont sédimenté au fur et à mesure, l'évolution constante de l'histoire du mouvement national et son projet politique et culturel, visant la construction d'un état moderne juste, capable de s'adapter au progrès et au vaste mouvement d'émancipation des peuples. Les historiens ont tout intérêt à expliquer de plus près ce qui fut possible pour les Algériens avec ce moment crucial d'un poids nouveau avec ses normes, avant la métamorphose vers la révolution. A quel point continuera-t-on toujours alors à feindre d'ignorer, dans l'histoire de la libération de l'Algérie, le rôle des élites dans la naissance du parti national?

Références bibliographiques :

- Ageron, Ch, R. 1968. Les Algériens musulmans et la France (1871-1919). Paris: Presse universitaire de France.
- Belhachimi tilimsani, M. 1920. De la doctrine des "Ahl es-sounna oua djamaa". Alger: Taraq.

- Dhina, A. 1980. Les Etats de l'occident musulman aux XIII, XIV et XVe siècle. Alger: ENAL.
- El Hassar, S. 2011. Florilège Histoire, art et politique. Alger: DALIMEN.
- El Hassar, B. 2013. Les Jeunes-Algériens et la mouvance moderniste au début du XXe s. Paris: Edilivre.
- El Hassar, B. 2011. Maghreb Lectures. Paris: Edilivre.
- Fekar, B. 1905, L'œuvre française en Algérie jugée par un Arabe. Rouen: Cagniard.
- Fekar, B. 1911. La représentation des Musulmans algériens et la France. Paris: Revue du monde musulman.
- Fekar, B. 1912. L'exode de Tlemcen en 1912. Lyon: Lyon colonial.
- Gouvion, E. 1920. Les notables maghrébins. Alger: Fontana.
- Grandguillame, G. 1976. Nédroma l'évolution d'une médina, Brill: Leiden.
- Marçais, W. 1940. Tlemcen ville française (1842-1971), l'administration militaire (1842-1852). Tanger: Editions internationales.
- Messali, H. 1983. Mémoires de Messali Hadj. Paris: J.-C. Lattès
- Meynier, G. 1980. L'Algérie révélée. Paris: Librairie DROZ.
- Nazli, H. 2008. Les premiers modernistes Tunisiens. Tunis:MIM éditions.
- Taleb, A. 1919. Les ambitions algériennes. Tlemcen: Médiouni.